

CENTRE DE RECHERCHE

DR 10001

UNE ÉCHELLE DE MESURE DE LA CONNAISSANCE EN
RAISONNEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉSULTATS D'UNE
ENQUÊTE MENÉE EN DÉCEMBRE 2009

RADU VRANCEANU, MAXIME LAOT, DELPHINE DUBART

JANVIER 2010

ESSEC

BUSINESS SCHOOL
PARIS-SINGAPORE

*Il est interdit de reproduire ce document ou d'en citer des extraits
sans l'autorisation écrite des auteurs.
It is forbidden to quote all or part of this document without the written consent of the authors.*

- DR 10001 -

Une échelle de mesure de la connaissance en raisonnement économique et résultats d'une enquête menée en décembre 2009

Radu VRANCEANU^{}, Maxime LAOT[†] et Delphine DUBART[‡]*

Janvier 2010

^{*} ESSEC Business School, PB 50150, 95021 Cergy, France. E-mail: vranceanu@essec.fr

[†] ESSEC Business School, PB 50150, 95021 Cergy, France. E-mail: maxime.laot@essec.fr

[‡] ESSEC Business School, PB 50150, 95021 Cergy, France. E-mail: delphine.dubar@essec.fr

Une échelle de mesure de la connaissance en raisonnement économique et résultats d'une enquête menée en décembre 2009

ABSTRACT:

We worked out a scale of economic reasoning skills with a macroeconomic and economic policy orientation. The test was administered via Internet in December 2009, and led to collection of 1542 complete questionnaires. The average rate of correct answers is relatively high, to 71%. The knowledgability of economic principles is positively related to general education, training in economics, personal interest for economics and recourse to economics in professional life.

Key-Words:

- Economic Policy
- Economics
- France
- Scale of Economic Knowledge
- Test of Knowledge in Economics

RESUME :

Cette étude propose une échelle de mesure de la connaissance en raisonnement économique avec une orientation macroéconomique et politique économique. Une enquête sur Internet a été effectuée en novembre/décembre 2009. Elle a permis de collecter 1542 questionnaires complets. Le taux moyen de bonnes réponses est relativement élevé, à 71%. Le niveau d'études, une formation en économie, l'utilisation des concepts économiques dans le cadre de l'activité professionnelle ainsi que l'intérêt porté à l'actualité économique semblent être positivement corrélés avec le taux de bonnes réponses.

Mots-clés :

- Connaissance en économie
- Echelle de mesure
- France
- Politique économique
- Test de connaissance

JEL Classification : A20, A11, C83

UNE ECHELLE DE MESURE DE LA CONNAISSANCE EN RAISONNEMENT
ECONOMIQUE ET RESULTATS D'UNE ENQUETE MENEES EN DECEMBRE 2009

Radu VRANCEANU^α, Maxime LAOT^β et Delphine DUBART^γ

ESSEC Business School. Département d'Economie et Laboratoire Expérimental

PB 50105, 95021 Cergy, France

Résumé

Cette étude propose une échelle de mesure de la connaissance en raisonnement économique avec une orientation macroéconomique et politique économique. Une enquête sur Internet a été effectuée en novembre/décembre 2009. Elle a permis de collecter 1542 questionnaires complets. La population des répondants est principalement composée d'étudiants (47%) et de cadres administratifs et commerciaux d'entreprise (19.1%). Le niveau d'études est particulièrement élevé puisque plus de 54% de la population à un niveau supérieur ou égal à Bac+5. Le taux moyen de bonnes réponses est relativement élevé, à 71%. Le niveau d'études, une formation en économie, l'utilisation des concepts économiques dans le cadre de l'activité professionnelle ainsi que l'intérêt porté à l'actualité économique semblent être positivement corrélés avec le taux de bonnes réponses.

Mots clés : connaissance en économie, échelle de mesure, test de connaissance, politique économique, France

JEL Classification : A20, A11, C83

Remerciements

Un grand nombre de collègues ont soutenu notre projet. Nous remercions les professeurs Jérôme Barthelemy, Damien Besancenot, Roxana Bobulescu, François Contensou, André Fourçans, Marc Guyot, Jacques Potin, Raymond-Alain Thietart et Jean-Marc Xuereb pour leurs remarques et commentaires. Nous remercions Martine Bronner, Corinne Choquer, Jean-Pierre Choulet, Thibaut Deshayes, Michel Fender, Séverine Jauffret, François Perrot, Olivia Retali, Françoise Rey, Samuel Vinet et tous ceux qui sous une forme ou une autre nous ont aidé pour la diffusion du questionnaire. Nous remercions tout particulièrement les collègues, étudiants, collaborateurs, parents et amis qui ont répondu et/ou fait circuler le test auprès de leurs contacts personnels.

^α Corresponding author. E-mail : vranceanu@essec.fr. R. Vranceanu est professeur d'économie à l'ESSEC.

^β E-mail : maxime.laot@essec.fr. Maxime Laot est étudiant à l'ESSEC en 4eme année.

^γ E-mail : delphine.dubart@essec.fr. Delphine Dubart est responsable du projet « Laboratoire Expérimental » de l'ESSEC Business School.

1. Introduction

C'est presque un truisme maintenant : l'enseignement de l'économie en France n'est pas satisfaisant. La méconnaissance des mécanismes économiques qui en résulte rend difficile la mise en œuvre de réformes pourtant nécessaires pour affronter les défis du nouveau siècle. Celui qui ne comprend pas un tant soi peu ces mécanismes ne peut pas se faire une représentation opérationnelle du monde, fut-elle seulement schématique. Il ne peut pas non plus avoir une perception suffisante des effets induits et inattendus de ses choix électoraux en matières de réformes économiques. Hélas, ces effets peuvent être très importants, comme c'est le cas d'un grand nombre de réformes « bien intentionnées » adoptées par les gouvernements de tous bords, dont les effets « secondaires » s'avèrent parfois dramatiques, pour ne citer que les fameuses 35 heures ou la loi Galland.

Nous ne prétendons pas que l'économie peut tout expliquer. Mais elle permet de rendre compte de suffisamment de choses pour qu'on la prenne au sérieux, tout comme les autres sciences sociales. Une formation décente des lycéens à l'économie réclame un investissement comparable à celui consacré aux sciences de la nature, aux mathématiques ou la langue française. N'est-il pas au moins aussi intéressant pour un jeune de comprendre ce qu'est un taux d'intérêt que de découvrir les secrets de la division cellulaire ?

Pourtant, l'enseignement actuel de l'économie, que ce soit dans le secondaire ou même dans les formations supérieures est peu fait pour stimuler l'envie de découvrir la matière, elle semble même trop souvent de nature à décourager les bonnes volontés. Exemple, l'obsession des grands tableaux de données avec des descriptions minutieuses mais la plupart du temps sans intérêt, la description dans les moindres détails des institutions sans que soit fait le lien entre ces dernières et les mécanismes de transmission des chocs économiques ; à mentionner aussi l'accent mis sur des questions de redistribution, certes importantes, mais qui au bout du compte dégénèrent en un message idéologique démodé, la méfiance permanente vis-à-vis des entreprises et la confiance aveugle en l'Etat, pourtant réputé dépensier et pas toujours efficace. On en arrive ainsi à diplômer des jeunes censés savoir combien il y a d'entreprises de 10 à 20 employés dans le textile, mais qui n'ont jamais étudié les facteurs qui déterminent l'inflation, ni le rôle ou les moyens d'action d'une banque centrale, ni les mécanismes de fonctionnement du marché du travail.

Ce diagnostic semble être bien établi. Selon les organisateurs des Journées de l'Economie (octobre 2009), « l'économie en France souffre d'un manque de compréhension, de diffusion et d'accessibilité »¹. De nombreux sondages réalisés depuis 2006 révèlent que les Français souffrent de lacunes dans leurs connaissances ainsi que dans leurs raisonnements économiques, mais aussi qu'ils témoignent d'un fort intérêt pour le domaine, en même temps que d'un désir d'être mieux formés et informés sur le sujet.

Ainsi,

- les Français obtiennent une note légèrement inférieure à la moyenne (9,5/20) au « test CODICE »² de mesure des connaissances économiques³;
- 71% des Français jugent le niveau de connaissance générale en économie de leurs concitoyens plutôt mauvais (54%), voire très mauvais (17%)⁴ ;
- 70% des Français considèrent que l'on a besoin de connaissances en économie pour réussir dans la vie⁵ ;
- 79% des Français jugent ces connaissances en économie utiles pour comprendre l'actualité ; tandis que 56% d'entre eux ont le sentiment d'avoir manqué de connaissances en économie pour comprendre la crise⁽⁴⁾.

Afin de répondre à ce désir légitime de formation et d'information des Français en économie, ainsi que pour les aider « à mieux assumer leur citoyenneté économique »⁽⁵⁾, les sphères publiques et privées se sont organisées pour leur proposer des solutions.

Du côté de la sphère publique, le Ministère de l'Economie et des Finances a créé en 2006 le CODICE (Conseil pour la Diffusion de la Culture Economique). Le communiqué de presse⁽⁵⁾ de l'installation dudit Conseil rappelle « les besoins de pédagogie économique » sur

¹ Site Internet des Journées de l'Economie, page « Missions et objectifs » www.journeeseconomie.org/index.php?arc=p0.

² Conseil pour la Diffusion de la Culture Economique (CODICE).

³ Sondage réalisé pour le CODICE du 13 au 15 octobre 2009 par la TNS Sofres, sur un échantillon national de 1080 personnes, représentatif de la population française de 15 et plus, interrogées en face-à-face à leur domicile. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

⁴ Sondage réalisé pour le CODICE du 4 au 5 novembre 2008 par la TNS Sofres, sur un échantillon national de 1000 personnes, représentatif de la population française de 18 et plus, interrogées en face-à-face. Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

⁵ Communiqué de presse de lancement du CODICE 2006, [www.codice.fr/annexes/ Qui_sommes_nous_Annexe_2.pdf](http://www.codice.fr/annexes/Qui_sommes_nous_Annexe_2.pdf)

un sujet que le Ministre de l'époque, Thierry Breton, considérait comme « un enjeu démocratique de première importance ». Le Ministre souhaitait que les travaux du Conseil aident les Français à mieux appréhender la réalité économique, car les citoyens « doivent avoir les moyens d'évaluer les décisions économiques auxquelles ils sont confrontés et de juger les projets économiques qui leur sont proposés ». Dans la lettre de mission adressée en octobre 2008 par Christine Lagarde, la Ministre de l'Economie, au nouveau Président du Comité Exécutif du CODICE, Nicolas Bordas, celle-ci rappelle « qu'en ces temps troublés pour l'économie mondiale, nos concitoyens ont plus que jamais envie et besoin de comprendre les mécanismes qui la régissent ».⁶

En complément et pour améliorer la formation des professionnels de l'information économique, le CODICE organise en partenariat avec l'AJEF (l'Association des Journalistes Economiques et Financiers), les Ateliers de Bercy. Ces Ateliers sont destinés « à un large public de journalistes et d'étudiants soucieux d'approfondir leurs connaissances économiques, [...] leur vocation est d'alimenter la réflexion de ceux qui ont ou auront à informer au quotidien, et de leur permettre d'aborder en profondeur [...] les grands dossiers économiques ».⁷

Les initiatives privées ne sont pas en reste, avec la création en septembre 2007 de l'IDIES (Institut pour le Développement de l'Information Economique et Sociale), et, à l'initiative de la Fondation scientifique de Lyon, de la manifestation, « Les journées de l'économie » dont la première édition a eu à Lyon en novembre 2008.

Par ailleurs, la recrudescence du nombre d'articles de presse relatifs à ce sujet est un bon indicateur de l'importance prise par cette problématique d'information publique.

Ces nombreuses initiatives visent à améliorer la diffusion du savoir économique au sein de la population française. Ce faisant, leur objectif est de mettre à disposition des citoyens une somme de connaissances, théoriques et pratiques, leur permettant de mieux comprendre l'actualité économique et de juger de manière critique les propositions apportées par le politique aux grands enjeux économiques.

⁶ La Ministre de l'Economie, Christine Lagarde dans sa lettre de mission du CODICE, du 8 octobre 2008, http://www.codice.fr/annexes/Lettre_mission_Codice-2008.pdf

⁷ Site internet de l'AJEF, page Ateliers de Bercy <http://www.ajef.net/grepAtelierBercy>.

Ainsi, tous les acteurs qui gravitent autour de cette problématique insistent dans leurs publications officielles sur le fait que la diffusion du savoir économique est indispensable à la bonne marche de la démocratie :

Les Journées de l'Economie se fixent ainsi comme mission de « démocratiser l'analyse économique aux yeux du grand public. La rendre plus accessible, plus compréhensible, sans la dénaturer.⁸ Son Directeur Général, Pascal Le Merreur, rappelle que « les citoyens ont plus que jamais besoin de mieux comprendre les changements intervenus dans notre environnement économique et financier pour exercer leurs droits civiques en connaissance de cause »⁹.

L'IDIES rappelle dans son bilan d'activité 2007-2008 qu'il « s'est donné pour vocation d'animer le débat social autour des conditions d'une information économique et sociale de qualité, nécessaire à la qualité de notre vie démocratique »¹⁰.

Ainsi, pour les leaders politiques et les leaders d'opinion, il existe un lien clair entre le niveau de connaissances générales des Français en économie et l'exercice démocratique. Plus les Français seront éduqués sur ce domaine, plus ils seront à même de comprendre/critiquer la nécessité/l'opportunité des propositions politiques qui leur sont faites.

La question est maintenant de savoir comment l'on mesure ce « niveau de connaissances générales ». C'est en effet indispensable si l'on veut l'améliorer et faire avancer le débat démocratique et les réformes en France.

Trois tests, très différents quant aux savoirs testés, ont pour le moment été réalisés sur le sujet en France. Le premier, relatif aux savoirs « de base » de la discipline (pouvoir d'achat, profit, calculs de pourcentage...) a été conduit par BVA pour l'Expansion¹¹, et l'Institut de l'Entreprise début 2009. Selon ce test, les Français prendraient la tête du classement européen. Des critiques ont toutefois été émises sur la trop grande simplicité et le nombre trop réduit des questions, ainsi que sur la faiblesse des échantillons nationaux utilisés (600 pers/pays). Le

⁸ Cf. Site Internet des Journées de l'Economie, page « Missions et objectifs » www.journeeseconomie.org/index.php?arc=p0.

⁹ Alternatives Economiques - n°274 novembre 2008, « Les Français et l'économie », www.alternatives-economiques.fr/les-francais-et-l-economie_fr_art_799_40640.html.

¹⁰ Bilan d'activité de l'IDIES, www.idies.org/public/fichiers%20 joints/Bilan_activit_s_de_l_Idies.pdf

¹¹ www.lexpansion.com/economie/actualite-economique/non-les-francais-ne-sont-pas-nuls-en-economie_177768.html

second test, lui, a été réalisé par la FNEGE en septembre 2008.¹² Il s'agissait, non pas de tester le niveau des connaissances en économie, mais celui des connaissances factuelles sur l'entreprise. En moyenne très mauvais à ce test (6/20), les Français ont révélé une maîtrise assez faible sur l'environnement des entreprises et les problématiques auxquelles elles sont confrontées. Ce test a lui aussi été critiqué, car il « assimilerait économie (le domaine), économie (la discipline scientifique productrice de connaissances) et entreprise (à la fois comme objet d'étude et acteur) »¹³.

Le troisième test a été réalisé par le CODICE en novembre 2009. Il reprend la méthodologie de tests comparables effectués dans plusieurs pays développés (Etats-Unis, Allemagne, etc...). Trois dimensions différentes sont explorées dans ce test : le raisonnement économique élémentaire, les connaissances économiques (faits et institutions) et des notions d'économie pratique. Avec résultats moyens pour les deux premières dimensions (respectivement 11,1/20 et 9,5/20), les français ont révélé de vraies lacunes sur les questions d'économie pratique. L'intérêt de ce test est double. Il permet d'évaluer des notions d'économie plus évoluées que celles abordées dans les tests précédents (rareté, offre et demande, impact du cours d'une devise), mais surtout, il demande aux répondants de manipuler les outils qui servent à décrypter l'économie au quotidien et à rendre compte de ses évolutions (taux d'intérêt, calcul de taux de croissance...). Toutefois, il manque à ce test une systématisation dans l'évaluation des connaissances et outils économiques. En se concentrant uniquement sur quelques notions, ce test n'a pas vocation à évaluer une connaissance vraiment « générale » de l'économie. Par ailleurs, en évitant de placer les questions dans un contexte macro-économique (taux de croissance du PIB, dette et déficits publics, balance commerciale et des paiements...), il s'interdit d'évaluer les concepts et notions utilisés dans le débat démocratique. Enfin, dans la mesure où le test est conçu pour tester les connaissances de Monsieur « Tout-le-monde », le niveau des connaissances évaluées est relativement bas. Il s'agit plus de vérifier si les sondés ont « les bons reflexes », que les connaissances nécessaires pour pouvoir évaluer par eux-mêmes les réformes et politiques économiques que le gouvernement est amené à mettre en place. L'exemple de la crise financière de 2007-2009 est

¹² Sondage LH2 réalisé pour la FNEGE du 8 au 12 septembre 2008, sur un échantillon de 1009 individus, représentatif de la population française de 18 et plus. Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille, catégorie d'agglomération et régions de résidence.

¹³ Blog « Rationalité limitée », article « Sur la connaissance économique des Français, ... et des autres ». <http://rationalitelimitee.wordpress.com/2008/11/25/sur-la-connaissance-economique-des-francais-et-des-autres/>.

à ce titre probant. Enfin, l'absence de questions sur la « perception » par l'individu de la désirabilité des réformes rend impossible toute analyse d'un éventuel lien entre connaissances et « réformabilité » de l'économie.

* * *

L'objectif principal de notre étude est de compléter l'investigation de la connaissance en économie des Français, en proposant **une échelle de mesure des connaissances en raisonnement économique à orientation macroéconomique et politique économique**. Un choix important dans la construction de tout test de ce type porte sur le niveau de difficulté. Un niveau de difficulté trop élevé rendrait le test inaccessible aux personnes ayant une formation à l'économie modeste et vice-versa. Nous avons donc choisi comme niveau de connaissances le minimum nécessaire pour qu'une personne puisse porter un jugement critique et personnel sur la politique économique et les réformes.¹⁴ Contrairement aux autres tests, celui que nous proposons porte essentiellement sur le raisonnement économique, et pas sur les faits et les informations économiques courantes. Ce choix méthodologique reconnaît le **rôle primordial du raisonnement** dans tout diagnostic portant sur un problème économique.

Dans un second temps, nous avons administré le test par Internet, en utilisant un mode de dissémination viral. Nous avons recueilli 1542 réponses complètes. Les réponses permettent d'évaluer le niveau de connaissances en raisonnement économique du groupe sondé. Il ne s'agit pas bien évidemment d'un échantillon représentatif de la population française et c'est une limite importante de notre analyse. En revanche, les réponses permettent de vérifier la qualité du test, notamment sa capacité de discriminer par rapport aux connaissances réelles des individus. Les données permettent également d'étudier la contribution au niveau des connaissances des différents facteurs explicatifs, tels que l'éducation en économie ou l'intérêt pour l'économie.

Enfin, une dernière partie du questionnaire cherche à mesurer l'appétence des individus sondés pour les réformes économiques, proposer une typologie sur cette dimension et éventuellement mesurer la corrélation entre l'appétence pour les réformes et les connaissances en économie.

¹⁴ Inévitablement, la définition de ce niveau minimal implique un jugement subjectif.

2. Le test

Le questionnaire débute par des questions d'identification classiques : âge, sexe, niveau et nature des études, profession, région d'habitation. Une question porte sur le nombre d'années de formation à l'économie et une autre sur l'intérêt personnel pour les questions d'économie.

Le test de connaissance proprement dit se compose de 18 questions (cf. Annexe 1). Il est disponible en ligne à l'adresse : https://sites.google.com/a/essec.edu/test_economie/.

Pour chaque question, quatre réponses sont proposées, auxquelles il faut répondre par « vrai » ou « faux »¹⁵. A la fin du test, celui-ci indique la proportion de bonnes réponses. Des réponses corrigées sont disponibles à l'adresse indiquée à la fin du test (cf. Annexe 2).

Les questions portent sur des connaissances en macroéconomie du niveau des manuels introductifs (licence, premier cycle universitaire). Il s'agit soit de définitions, des institutions macroéconomiques importantes (banque centrale, gouvernement) et des règles économiques qui ont fait leurs preuves. Nous n'avons pas sondé la connaissance des faits économiques.

En général les décisions économiques engendrent des effets qui parfois se renforcent et d'autres fois se compensent. Les conséquences d'une décision donnée peuvent donc s'inverser avec le temps. Parmi les questions posées dans le test de connaissances, quelques unes impliquent tout particulièrement des effets contradictoires et changeants avec le temps. Dans ce contexte, le choix que nous avons fait pour valider une question est basé sur le raisonnement "au premier degré" habituellement proposé dans les manuels introductifs. A ce niveau (modeste) de complexité, le consensus des spécialistes est relativement élevé.

Enfin, nous avons évité autant que possible les questions dont les réponses impliquent une certaine « idéologie », en privilégiant les aspects techniques.

A la fin du test de connaissance, une batterie de six questions permet d'obtenir des informations sur l'opinion du répondant face aux réformes économiques, allant d'une préférence pour une plus forte réglementation/administration de l'économie vers une plus forte libéralisation/déréglementation. L'analyse des réponses à cette partie subjective réclamera beaucoup de prudence, d'autant plus que l'enquête est réalisée à la fin d'une des plus graves crises économiques qu'aient connues les économies occidentales après la seconde guerre mondiale.

¹⁵. Plusieurs réponses peuvent être vraies pour chaque question. L'absence de réponse est considérée comme une faute.

La collecte des données a débuté le 02 novembre 2009 et s'est terminée le 05 janvier 2010. Nous avons sollicité par mail une partie des étudiants de l'ESSEC Business School en formation continue (3ème et 4ème année) et permanente, les anciens diplômés, les professeurs et cadres de l'Institution, pour répondre et diffuser le questionnaire. On peut donc associer les réponses *au réseau* de cette Grande Ecole. Une campagne *Google Ad* a été également réalisée, mais sans résultat tangible.

Au total 3617 personnes ont consulté le questionnaire. Parmi ces personnes, 1479 personnes ont commencé le questionnaire mais ne l'ont pas terminé. Parmi les 3617 personnes qui ont commencé le questionnaire, on compte 58% d'hommes et 42% de femmes. 45% de la population sont des étudiants et 16% des cadres administratifs. 25% de ces personnes ont un niveau inférieur ou égal au Baccalauréat et 39% ont un niveau supérieur ou égal à BAC+5. La moitié seulement de ces personnes a étudié l'économie pendant leur cursus. 27% des répondants utilisent régulièrement des concepts économiques dans le cadre de leur activité, tandis que 44% d'entre eux s'intéressent beaucoup à l'actualité économique.

Par la suite nous nous intéressons uniquement aux questionnaires complets. Au total 1542 personnes ont répondu à la totalité du test. Le temps moyen de réponse est de 18 minutes.

3. Résultats de la première partie: la connaissance en raisonnement économique

Dans cette première partie, nous nous intéressons aux résultats au test et le profil des participants.

Le score de connaissance en économie (SCE) est mesuré par le pourcentage de bonnes réponses, qui peut théoriquement varier entre 0 et 100%.¹⁶ Les participants obtiennent en moyenne 71% de bonnes réponses au questionnaire. Les scores sont compris entre 34% et 98% de bonnes réponses, selon la distribution présentée dans la Figure 1.

¹⁶ On remarquera qu'une personne qui fait le choix de répondre par « vrai » à toutes les questions aura un score de 44%.

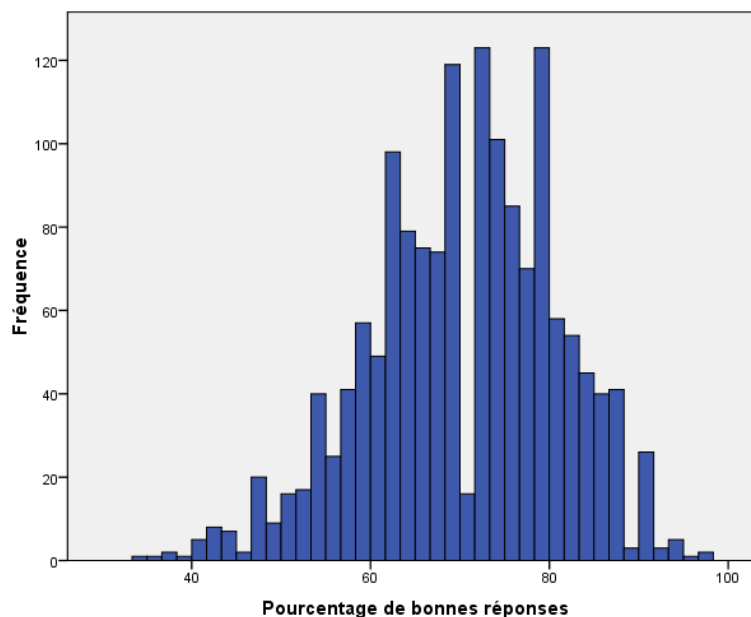


Figure 1. Histogramme représentant le pourcentage de bonnes réponses

Nous allons maintenant décrire la population de notre étude. Celle-ci est majoritairement masculine. En effet, les femmes ne représentent que 31,7% des personnes qui ont complété le questionnaire.

La population de l'étude est particulièrement jeune puisque 70% des participants ont moins de 30 ans. Ils résident essentiellement en Ile-de-France (58%), à l'étranger (9,4%) et en région Rhône-Alpes (8,4%).

Les participants qui ont répondu à l'ensemble des questions ont un niveau d'études particulièrement élevé. En effet, plus de la moitié des participants ont un niveau supérieur ou égal à BAC+5. De plus, moins de 15% de notre population à un niveau inférieur ou égal au baccalauréat. Parmi les 1430 participants qui ont fait des études supérieures, 40% ont fait des études en sciences de gestion, 24% en sciences économiques et 15% ont fait des études d'ingénieur.

Les répondants sont essentiellement des étudiants (47%), des cadres administratifs (19%) et des ingénieurs (9%). En ce qui concerne les étudiants en études supérieures, ils sont principalement en école de commerce (51%), ou à l'université (21%).

Si on s'intéresse au pourcentage de répondants qui a étudié la théorie économique, on remarque que 43% seulement l'ont étudié dans le secondaire, contre 60% et 66% au cours de leur 1^{er} ou 2^{ème} cycle universitaire. Concernant les docteurs qui ont participé au test, 46% ont étudié l'économie au cours de leur doctorat.

La moitié de la population s'intéresse beaucoup à l'économie. A la question « Est-ce que l'actualité économique vous intéresse ? », seuls 2,3% des répondants ont répondu « pas du tout ». Même si les répondants montrent un intérêt pour l'économie, 21% de ces personnes ne font jamais appel aux concepts économiques dans leur activité courante. 47% n'y font appel qu'occasionnellement.¹⁷ .

Après cette description de la population, nous allons maintenant caractériser les corrélations entre les données démographiques et le taux de bonnes réponses.

L'âge et le taux de bonnes réponses ne sont pas corrélés ($r=0.045$). Une différence significative apparaît entre les hommes et les femmes. Les hommes obtiennent en moyenne un taux de bonnes réponses égal à 72% alors que les femmes obtiennent des scores plus faibles avec un taux moyen de 66%.

En ce qui concerne l'évolution du taux moyen de bonnes réponses en fonction du niveau d'études, on remarque qu'ils sont corrélés positivement. On peut noter une différence très significative entre les personnes ayant un niveau inférieur ou égal à BAC+3 et les personnes qui ont un niveau supérieur ou égal à BAC+4 (cf. Figure 2).

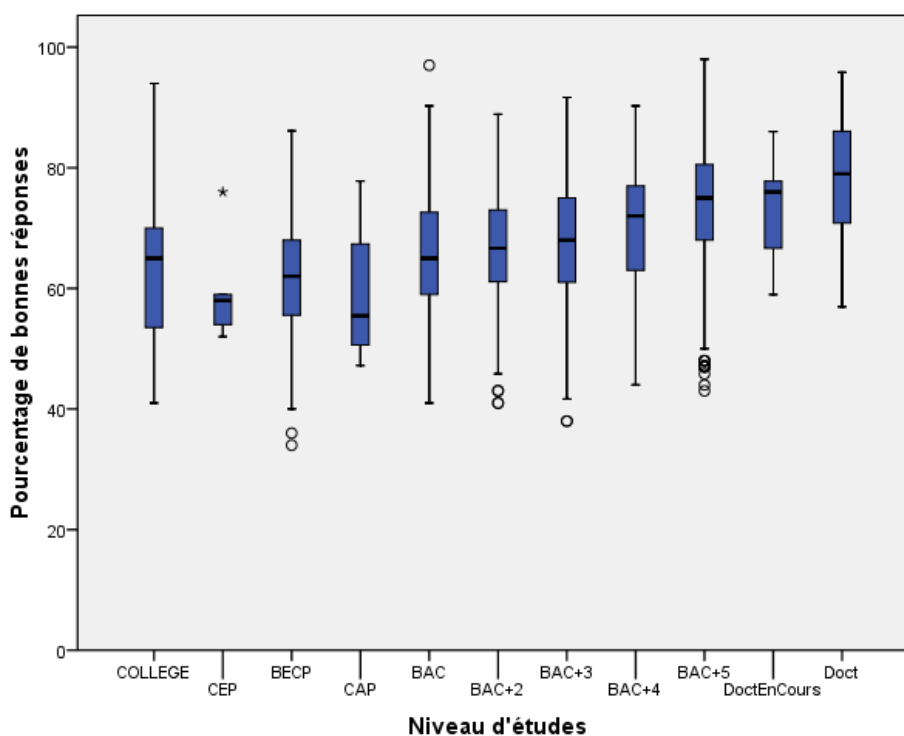


Figure 2. Evolution du pourcentage de bonnes réponses au test en fonction du niveau d'études.

¹⁷ La question posée est « Dans l'exercice de votre activité courante, vous faites appel à des concepts et théories économiques » : 1/ En permanence, 2/Souvent, 3/Occasionnellement, 4/Jamais.

Plus l'intérêt personnel pour l'économie est important, plus le score obtenu au test est élevé. En effet, les personnes qui ne s'intéressent pas à l'actualité économique obtiennent un score moyen de 63%, alors que les personnes qui s'y intéressent beaucoup obtiennent un score moyen de 73%.

Et enfin, en ce qui concerne la relation entre le taux de bonnes réponses et l'utilisation courante des concepts économiques, le score de connaissance en économie évolue de manière positive avec la fréquence d'utilisation de ces concepts dans leur activité courante. Les personnes qui utilisent en permanence les concepts économiques ont des résultats significativement plus élevés que les autres personnes.

Pour résumer cette section, l'analyse des résultats du test nous a montré que le niveau d'études, l'utilisation des concepts économiques et l'intérêt pour l'économie sont des facteurs explicatifs des résultats obtenus. Ce résultat semble d'ailleurs confirmé par l'analyse des données démographiques des personnes qui n'ont pas terminé le questionnaire. En effet, ces personnes ont un niveau d'études moins élevé, utilisent moins souvent les concepts économiques et présentent moins d'intérêt pour l'actualité économique. On pourrait donc faire l'hypothèse que ces personnes ont abandonné le questionnaire car les questions étaient trop difficiles.

4. Résultats de la seconde partie : l'opinion sur les réformes économiques

Dans la deuxième partie du questionnaire, nous avons demandé l'opinion des participants sur la direction des réformes économiques souhaitables pour la France. A partir d'une batterie de six questions, nous avons calculé un « indice de dérégulation-libéralisation » (IDL) allant de -6 (renforcement de la régulation des marchés et de l'intervention publique) à +6 (plus de déréglementation et diminution du rôle de l'Etat) (cf. Annexe 3).

L'indice moyen est de 0.54. Dans notre population, 35% des personnes ont un IDL négatif (sont donc globalement opposés à plus de dérégulation-libéralisation), 13% un indicateur nul et 52% un indicateur positif.

Le sexe a un impact sur l'indice de réforme. En effet, les femmes ont un indice de réforme plus faible que les hommes (-0.18 vs. 0.87).

En ce qui concerne l'âge, on peut noter que les personnes de plus de 65 ans qui ont participé aux questionnaires ont un IDL plus grand que les autres catégories de la population (IDL=1.65).

La région d'habitation semble avoir un impact sur l'IDL. En effet, on peut noter que l'indice est particulièrement faible dans les régions comme l'Auvergne (-1.86), le Limousin (-1), Pays de la Loire (-0.95) et Picardie (-0.94). Inversement, dans le Centre (1.39) et à l'étranger (1.27), l'indice est plus élevé. (Haute-Normandie 3.5 (2 pers), Réunion 1 (2pers), Guadeloupe 1.4 (5 pers)).

Le niveau d'études a également une influence sur l'indice de réforme. En effet, on peut noter une différence entre les personnes qui ont un niveau supérieur ou égal à BAC+3 et les personnes qui ont un niveau inférieur (exception sur les doctorants) (cf. Figure 3).

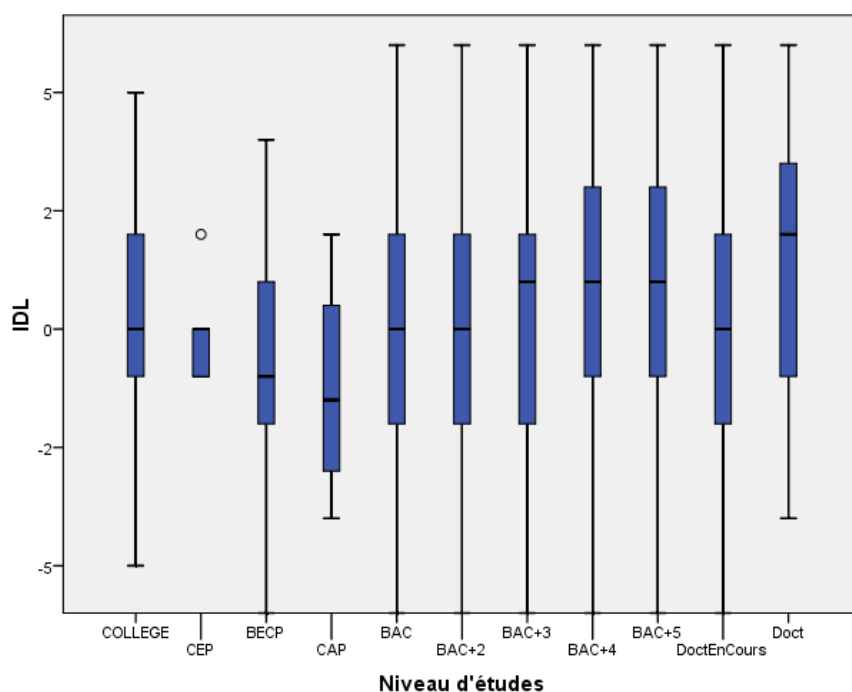


Figure 3. Evolution de l'indice de dérégulation-libéralisation en fonction du niveau d'études

L'indice de réforme est corrélé de manière positive avec la fréquence d'utilisation des concepts économiques dans le cadre de son activité courante (IDL(en permanence)=1.07, IDL(jamais)=0.02) et avec l'intérêt porté à l'économie (IDL(Beaucoup)=1.04 et IDL(Pas du tout)=-0.17).

Et enfin, le coefficient de corrélation entre l'indice de dérégulation IDL et le score en connaissance économique SCE est $r=0.3$. Ce résultat, statistiquement significatif, peut être interprété comme une preuve selon laquelle les connaissances en économie

soutiennent une attitude favorable à la dérégulation / diminution du rôle de l'Etat. La causalité inverse, selon laquelle « les réformateurs » par nature s'intéressent davantage à l'économie et obtiennent donc des résultats meilleurs à notre test, peut également être envisagée.

5. Conclusion

La science économique a depuis quelques temps fait des progrès indéniables. Elle permet de traiter avec rigueur de sujets d'une grande complexité et d'apporter des solutions efficaces. Il y a cependant un prix à payer pour cette puissance accrue : le recours à des instruments et méthodes qui ne peuvent être utilisés à bon escient que par les personnes ayant fait l'effort de les maîtriser. Il est par exemple difficile de comprendre l'instabilité financière actuelle sans une représentation du mécanisme de formation et de révision des anticipations. Mais comprendre ce mécanisme fait appel à des notions de statistiques et mathématiques enseignées en Terminale S. Bien sur, à un niveau élémentaire, des nombreuses règles économiques peuvent être enseignées sans recours au calcul ; on peut par exemple expliquer la relation entre investissement et taux d'intérêt sans rentrer dans le détail du calcul de la VAN. Mais si l'on souhaite maîtriser le pouvoir explicatif de l'économie contemporaine pour trouver la bonne réaction aux changements en cours, le niveau élémentaire n'est pas suffisant ; seul un effort personnel soutenu dans la durée permettra à celui qui l'entreprend de découvrir la force d'une discipline fascinante, mais difficile.

Les individus et notamment les jeunes ont besoin de connaître les principes de l'économie contemporaine pour mieux s'adapter au monde dans lequel ils vivent et vont vivre. Et pour aider à le réformer, si nécessaire. Pour cela, l'enseignement de la théorie économique, en comprenant bien qu'elle a beaucoup évolué au fil du temps avec l'introduction de comportements non-coopératifs, de rigidités, d'information imparfaite, d'externalités, de rationalité limitée, doit être renforcé.

Notre étude apporte une contribution intéressante à cette problématique, dans la mesure où elle propose une nouvelle échelle de mesure de la connaissance en économie. Elle se différencie des échelles existantes par (a) l'accent prioritaire mis sur le raisonnement économique comparé à la connaissance des faits et structures, (b) le niveau de difficulté relativement plus élevé (partant d'un minimum requis pour une analyse autonome des politiques économiques), et (c) l'orientation macroéconomique et politique économique.

Ce choix méthodologique part du principe selon lequel la maîtrise des grands principes et règles économiques est primordiale pour toute analyse critique d'une situation économique donnée.

Le test a été appliqué à un groupe de personnes appartenant au réseau d'une Grande Ecole de gestion en novembre-décembre 2009. Sans surprise, les résultats sont très bons, le taux moyen de bonnes réponses sur un test qui demeure difficile étant de 71%. On remarque également que 16% de la population ont un score inférieur à 60% et 8% ont un score supérieur à 80% : la variance des réponses révèle la bonne capacité discriminante du test.

La population des répondants est principalement composée d'étudiants (47%) et de cadres administratifs et commerciaux d'entreprise (19%). Le niveau d'études est particulièrement élevé puisque plus de 50% de la population à un niveau supérieur ou égal à Bac+5. On peut donc légitimement penser que le taux moyen de bonnes réponses serait nettement plus faible pour des catégories de personnes moins éduquées. Cette observation renforce les résultats des enquêtes sur des échantillons représentatifs réalisées par la FNEGE ou le CODICE, qui enregistraient un faible niveau de connaissance en économie de la population française en général.

Nous avons ensuite remarqué que le niveau d'études, une formation en économie, l'utilisation des concepts économiques dans le cadre l'activité professionnelle ainsi que l'intérêt porté à l'actualité économique semblent être positivement corrélés avec le taux de bonnes réponses. Renforcer l'enseignement de l'économie en général et tout particulièrement au lycée devrait donc permettre d'améliorer ce niveau.

L'opinion favorable par rapport à la libéralisation des marchés et la réduction du rôle de l'Etat semble être influencée par le sexe, la région, le niveau d'études, l'intérêt pour l'économie et l'utilisation des concepts économiques dans l'activité courante. Enfin, sans pouvoir commenter le résultat davantage car le lien causal n'est pas facile à établir, l'opinion favorable aux réformes allant vers une plus grande déréglementation et le niveau des connaissances en économie semblent être positivement corrélés. Si ces réformes sont souhaitables, alors renforcer l'enseignement de l'économie devrait être une piste intéressante pour le gouvernement.

Annexe 1 - Le test de connaissance.

https://sites.google.com/a/essec.edu/test_economie/

(Voir pour le corrigé l'Annexe 2).

I. Monnaie, Taux d'intérêt, Taux de change, Finance

- 1) D'après son mandat officiel, la Banque Centrale Européenne (BCE) a comme objectif(s) statutaire(s) de :
 - soutenir la compétitivité des entreprises européennes.
 - garantir la stabilité des prix.
 - maintenir la parité de l'euro par rapport au dollar.
 - maintenir la dette publique sous un seuil normal.

- 2) Le principal instrument d'action de la BCE est le :
 - taux d'intérêt sur le crédit bancaire aux particuliers.
 - taux d'intérêt sur les obligations du Trésor à 10 ans.
 - taux d'intérêt sur les prêts octroyés aux banques pour une semaine.
 - ratio de réserves obligatoires des banques.

- 3) En cas de très forte inflation en zone euro, la BCE doit :
 - imposer aux Etats de renégocier leur dette publique.
 - diminuer le ratio de réserves obligatoires détenues par les banques.
 - augmenter le taux d'intérêt sur les prêts octroyés aux banques pour une semaine.
 - procéder à un achat de dollars sur le marché de change.

- 4) Lorsque la BCE diminue par surprise son taux directeur, on peut s'attendre à ce que:
 - l'euro s'apprécie par rapport au dollar.
 - l'indice boursier européen augmente.
 - les agents révisent à la hausse leurs anticipations d'inflation.
 - le coût du travail dans la zone euro diminue.

- 5) Lorsque l'euro s'apprécie face au dollar, cela signifie :
 - qu'il faut désormais échanger moins d'euros pour obtenir un dollar.
 - que le prix en dollar d'un euro a diminué.
 - que mécaniquement le dollar se déprécie face à l'euro.

- que l'indice de confiance des chefs d'entreprise dans l'euro dépasse le même indice relatif au dollar.

6) Une forte dépréciation de l'euro face au dollar devrait provoquer :

- une réduction graduelle du volume des exportations de la zone euro vers les Etats-Unis.
- une dégradation du solde en euros de la balance commerciale européenne avec les Etats-Unis, suivi éventuellement d'une amélioration à plus long terme.
- une hausse du prix en euros des importations en provenance des Etats-Unis vers la zone euro.
- un accroissement progressif volume des importations en provenance des Etats-Unis vers la zone euro.

7) Un Credit Default Swap (CDS) permet de se couvrir contre:

- la chute du prix d'une action.
- le défaut sur une obligation émise par un Etat.
- la hausse des prix des matières premières.
- le défaut d'une obligation émise par une entreprise.

II. Croissance économique

1) Pour un pays donné, le Produit Intérieur Brut (PIB) annuel est un indicateur :

- de la valeur des biens et services finaux créés pendant l'année à l'intérieur du pays.
- du volume des transactions réalisées dans l'année à l'intérieur du pays.
- de la production industrielle brute réalisée dans l'année à l'intérieur du pays.
- de la valeur des biens et services créés pendant l'année à tous les niveaux de la chaîne de production.

2) Le taux de croissance réelle de l'économie française en 2008 par rapport à 2007 était de 1,9%. Ce chiffre indique que :

- la valeur des biens et services finaux produits en France a augmenté de 1,9%.
- le volume des biens et services finaux produits en France a augmenté de 1,9%.
- la production des biens et services finaux par tête a augmenté de 1,9%.
- le patrimoine total des français a augmenté de 1,9%.

- 3) Une valeur positive du taux de croissance réelle du PIB peut s'expliquer par :
- une forte inflation.
 - une baisse de la productivité du travail.
 - le progrès technique.
 - la croissance de l'emploi.
- 4) Dans une perspective de croissance équilibrée, le stock de capital par tête doit augmenter si :
- le taux d'épargne augmente.
 - le taux de croissance de la population active augmente.
 - le taux d'obsolescence du capital augmente.
 - la productivité globale des facteurs augmente.

III. Politiques économiques

- 1) Nous sommes en période de crise et le gouvernement décide d'augmenter les dépenses publiques. On peut anticiper :
- une baisse du niveau d'endettement de l'Etat en raison de l'accroissement des rentrées fiscales.
 - une hausse des taux d'intérêt.
 - un accroissement de l'investissement privé.
 - un accroissement de l'emploi.
- 2) Une politique de relance monétaire s'appuie sur une:
- augmentation des taux d'intérêt pour juguler l'inflation.
 - baisse des taux d'intérêt pour stimuler l'investissement.
 - hausse des taux d'intérêt pour attirer les capitaux étrangers et stimuler l'emploi.
 - baisse des taux d'intérêt pour faire déprécier la monnaie nationale et améliorer la compétitivité-prix des exportations.
- 3) Lorsque la dette publique augmente fortement, il est possible de voir que :
- les agences de notation améliorent la note du pays.
 - les taux d'intérêt sur les obligations d'Etat à 10 ans diminuent.
 - il devient difficile d'émettre des dettes nouvelles.
 - le déficit public augmente.

- 4) L'existence d'un salaire minimum significatif s'explique:
- car il incite les PME à recruter plus de jeunes non-qualifiés.
 - car il réduit les écarts entre les salaires les plus bas et les salaires les plus élevés.
 - dans la perspective historique de régulation des monospores.
 - car c'est le seul moyen pour garantir des revenus décents aux travailleurs non-qualifiés.
- 5) Si, pour des raisons légales, il devient plus difficile de licencier :
- le chômage diminue forcément.
 - la durée moyenne de chômage augmente.
 - les entreprises peuvent mieux faire faces aux chocs.
 - les entreprises sont plus réticentes à embaucher en période de croissance.
- 6) Un pays en développement, ayant libéralisé les mouvements des biens et capitaux, décide de fixer la parité de sa monnaie avec le dollar. A court et moyen terme, cela engendre:
- un effet favorable sur les échanges de biens, dû à la stabilité de la valeur de sa devise.
 - un plus grand risque que sa monnaie subisse des attaques spéculatives.
 - un moyen de lutter contre l'inflation.
 - un plus grand contrôle sur sa politique monétaire.
- 7) Un pays décide d'augmenter le tarif douanier sur ses importations de textiles. A court et moyen terme, cela engendre un accroissement :
- de la production nationale de textiles.
 - de la consommation nationale de textiles.
 - des profits des producteurs nationaux de textiles.
 - du bien-être des consommateurs nationaux de textiles.

Annexe 2 – Le corrigé.

I. Monnaie, Taux d'intérêt, Taux de change, Finance

1) D'après son mandat officiel, la Banque Centrale Européenne (BCE) a comme objectif(s) statutaire(s) de :

- soutenir la compétitivité des entreprises européennes.
- **garantir la stabilité des prix.**
- maintenir la parité de l'euro par rapport au dollar.
- maintenir la dette publique sous un seuil normal.

Explication : D'après son mandat officiel, la Banque Centrale Européenne a pour mission principale de maintenir la stabilité des prix sur le moyen terme au sein de la zone euro. (En pratique, la stabilité des prix est interprétée comme une progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de moins de 2% par an.)

2) Le principal instrument d'action de la BCE est le :

- taux d'intérêt sur le crédit bancaire aux particuliers.
- taux d'intérêt sur les obligations du Trésor à 10 ans.
- **taux d'intérêt sur les prêts octroyés aux banques pour une semaine.**
- ratio de réserves obligatoires des banques.

Explication: Le principal instrument d'action de la BCE est le taux d'intérêt sur les prêts d'une durée hebdomadaire octroyés aux banques. On parle de principales opérations de refinancement. Sous une procédure d'appels d'offre à taux fixe, ce taux est, comme le nom l'indique, constant. Sous une procédure d'appels d'offre à taux variables, la BCE fixe le taux minimum auquel les banques peuvent soumettre leurs offres.

3) En cas de très forte inflation en zone euro, la BCE doit :

- imposer aux Etats de renégocier leur dette publique.
- diminuer le ratio de réserves obligatoires détenues par les banques.
- **augmenter le taux d'intérêt sur les prêts octroyés aux banques pour une semaine.**
- procéder à un achat de dollars sur le marché de change.

Explication: Face à une forte inflation, la BCE va augmenter le taux d'intérêt de refinancement des banques. Parmi les effets escomptés, on compte :

a/ diminuer le volume de refinancement sollicité par les banques et éventuellement ralentir la croissance monétaire (perspective monétariste);

b/ impacter les taux d'intérêt de court terme pratiqués sur le marché financier, avec un éventuel effet négatif sur l'investissement et la demande globale (perspective néo-keynésienne).

4) Lorsque la BCE diminue par surprise son taux directeur, on peut s'attendre à ce que:

- l'euro s'apprécie par rapport au dollar.
- **l'indice boursier européen augmente.**
- **les agents révisent à la hausse leurs anticipations d'inflation.**
- le coût du travail dans la zone euro diminue.

Explication : Lorsque la BCE baisse son taux directeur par surprise, sans réaction similaire des autres banques centrales, l'euro devrait se déprécier selon le principe de l'arbitrage non-couvert. La valeur des actions étant donnée par la valeur actualisée des cash flows futurs, l'indice devrait augmenter car le taux d'escompte diminue. La création monétaire est amplifiée ou la demande est stimulée. Dans les deux cas, les anticipations d'inflation devraient augmenter. Il n'y a pas d'impact immédiat sur le coût du travail.

5) Lorsque l'euro s'apprécie face au dollar, cela signifie :

- **qu'il faut désormais échanger moins d'euros pour obtenir un dollar.**
- que le prix en dollar d'un euro a diminué.
- **que mécaniquement le dollar se déprécie face à l'euro.**
- que l'indice de confiance des chefs d'entreprise dans l'euro dépasse le même indice relatif au dollar.

Explication : Lorsque l'euro s'apprécie face au dollar, cela signifie que l'euro voit sa valeur en dollars augmenter. Autrement dit, il faut désormais plus de dollars qu'avant pour acheter un euro sur le marché des changes.

Ex: le 10/01, 1€= 1,3545\$ // le 12/01 1€= 1,5235\$. Ainsi, entre le 10/01 et le 12/01, l'euro s'est apprécié face au dollar, en voyant sa valeur en dollar augmenter de 12,5%. Par définition du taux de change, l'appréciation de l'euro face au dollar implique mécaniquement la dépréciation du dollar face à l'euro. L'indicateur « indice de confiance des chefs d'entreprise dans une devise » n'existe pas.

6) Une forte dépréciation de l'euro face au dollar devrait provoquer :

- une réduction graduelle du volume des exportations de la zone euro vers les Etats-Unis.
- **une dégradation du solde en euros de la balance commerciale européenne avec les Etats-Unis, suivi éventuellement d'une amélioration à plus long terme.**
- **une hausse du prix en euros des importations en provenance des Etats-Unis vers la zone euro.**
- un accroissement progressif volume des importations en provenance des Etats-Unis vers la zone euro.

Explication : La dépréciation de l'euro face au dollar devrait renchérir les importations de la zone euro en provenance des US, et donc faire baisser leur volume. A marge de profit constante, le prix en euros des biens exportés ne change pas. En revanche, si le prix en dollars baisse, le volume d'exportations augmente. De nombreuses études empiriques montrent qu'à la suite d'une dépréciation de la valeur de la monnaie nationale orchestrée par un pays, une dynamique de type "courbe en J" se met en place : la balance commerciale se dégrade dans l'immédiat en raison du renchérissement des importations, puis les effets de volume (plus d'exports, moins d'imports) jouent en faveur d'une amélioration nette.

7) Un Credit Default Swap (CDS) permet de se couvrir contre:

- la chute du prix d'une action.
- **le défaut sur une obligation émise par un Etat.**
- la hausse des prix des matières premières.
- **le défaut d'une obligation émise par une entreprise.**

Explication : Le CDS (Credit Default Swap) permet de se couvrir contre le risque de défaut sur un titre, ou risque de contrepartie.

II. Croissance économique

1) Pour un pays donné, le Produit Intérieur Brut (PIB) annuel est un indicateur :

- **de la valeur des biens et services finaux créés pendant l'année à l'intérieur du pays.**
- du volume des transactions réalisées dans l'année à l'intérieur du pays.
- de la production industrielle brute réalisée dans l'année à l'intérieur du pays.
- de la valeur des biens et services créés pendant l'année à tous les niveaux de la chaîne de production.

Explication : Le PIB est un indicateur économique qui mesure la valeur ajoutée, nouvellement créée pendant l'année par des unités de production résidentes dans le pays. Il s'agit bien de la valeur ajoutée totale, et non du volume des transactions, ni de la production industrielle, ni de la valeur de toutes les productions, ni de la valeur des échanges.

2) Le taux de croissance réelle de l'économie française en 2008 par rapport à 2007 était de 1,9%. Ce chiffre indique que :

- la valeur des biens et services finaux produits en France a augmenté de 1,9%.
- **le volume des biens et services finaux produits en France a augmenté de 1,9%.**
- la production des biens et services finaux par tête a augmenté de 1,9%.
- le patrimoine total des français a augmenté de 1,9%.

Explication : Le taux de croissance "réelle" de l'économie mesure la croissance de la quantité totale produite, soit l'évolution du PIB à prix constants.

3) Une valeur positive du taux de croissance réelle du PIB peut s'expliquer par :

- une forte inflation.
- une baisse de la productivité du travail.

- **le progrès technique.**
- **la croissance de l'emploi.**

Explication : La croissance de la production réelle dépend de la croissance de l'emploi (volume d'heures travaillées) et de la productivité de chaque heure. La productivité dépend du progrès technique et de la dotation en capital de chaque employé (intensité capitalisitique). L'inflation ne peut pas avoir un impact positif sur la croissance (des études empiriques mettent en relief un impact négatif).

4) Dans une perspective de croissance équilibrée, le stock de capital par tête doit augmenter si :

- **le taux d'épargne augmente.**
- le taux de croissance de la population active augmente.
- le taux d'obsolescence du capital augmente.
- **la productivité globale des facteurs augmente.**

Explication : Le capital par tête ne bouge pas quand l'épargne par tête (une partie de la production par tête) permet strictement de remplacer le capital par tête devenu obsolète et celui nécessaire pour équiper les nouveaux actifs. Si le taux d'épargne augmente, le capital d'équilibre par tête augmente. De même si la productivité globale augmente. L'effet opposé est obtenu lorsque la population active croît plus vite, ou bien que le taux d'usure augmente.

III. Politiques économiques

1) Nous sommes en période de crise et le gouvernement décide d'augmenter les dépenses publiques. On peut anticiper :

- une baisse du niveau d'endettement de l'Etat en raison de l'accroissement des rentrées fiscales.
- **une hausse des taux d'intérêt.**
- un accroissement de l'investissement privé.
- **un accroissement de l'emploi.**

Explication : Même si les rentrées fiscales augmentent, elles ne peuvent pas compenser la hausse des dépenses. Le déficit augmente donc. Comme l'offre de titres d'Etat augmente pour financer ce déficit, leur prix baisse et leur taux d'intérêt augmente. L'investissement privé est pénalisé, on parle d'effet d'éviction. La demande globale augmente toutefois, un effet positif sur l'emploi peut être envisagé.

2) Une politique de relance monétaire s'appuie sur une:

- augmentation des taux d'intérêt pour juguler l'inflation.
- **baisse des taux d'intérêt pour stimuler l'investissement.**
- hausse des taux d'intérêt pour attirer les capitaux étrangers et stimuler l'emploi.
- **baisse des taux d'intérêt pour faire déprécier la monnaie nationale et améliorer la compétitivité-prix des exportations.**

Explication : Une politique de relance monétaire s'appuie sur une baisse plus ou moins forte du taux d'intérêt directeur, avec pour objectif de stimuler l'investissement, et éventuellement de faire se déprécier la monnaie nationale et de stimuler les exportations. On remarquera que l'appréciation de la monnaie a un impact négatif sur les exportations. Si un taux d'intérêt augmente, la demande globale diminue, l'effet sur l'emploi est négatif. Des capitaux étrangers sont en effet attirés, mais ils servent à financer le déficit commercial qui se creuse.

3) Lorsque la dette publique augmente fortement, il est possible de voir que :

- les agences de notation améliorent la note du pays.
- les taux d'intérêt sur les obligations d'Etat à 10 ans diminuent.
- **il devient difficile d'émettre des dettes nouvelles.**
- **le déficit public augmente.**

Explication : Lorsque la dette publique d'un Etat augmente fortement, les investisseurs commencent à douter de la solvabilité de cet Etat. Les taux d'intérêt sur les obligations d'Etat augmentent en raison d'une plus grande prime de risque, les agences de notation dégradent sa note. Il devient plus difficile pour cet Etat d'émettre de nouvelles dettes, et son déficit public augmente, car les intérêts sur les dettes en cours augmentent.

4) L'existence d'un salaire minimum significatif s'explique:

- car il incite les PME à recruter plus de jeunes non-qualifiés.
- **car il réduit les écarts entre les salaires les plus bas et les salaires les plus élevés.**
- **dans la perspective historique de régulation des monopsones.**
- car c'est le seul moyen pour garantir des revenus décents aux travailleurs non-qualifiés.

Explication : Un fort niveau de salaire minimum dissuade les entreprises à recruter de travailleurs dont la productivité est inférieure au niveau de salaire minimum. C'est souvent le cas des jeunes et/ou des travailleurs faiblement qualifiés. Il réduit aussi les écarts entre les salaires, puisque il pose une limite inférieure sur les salaires les plus faibles. Lorsqu'une entreprise est le seul acheteur du travail (situation de monopsonne sur le marché du travail), comme c'était le cas des mines ou aciéries au début du 20^{ème} siècle, alors elle a une forte incitation à ne recruter que les gens qui acceptent de travailler pour des salaires modestes. Un salaire minimum supérieur à ce salaire optimal pour le monopsonne attire plus de gens vers l'entreprise, et, si leur productivité est supérieure à ce salaire, l'entreprise les embauche. A son origine, le salaire minimum correspondait bien à un désir des pouvoirs publics de régler les monopsones. Les revenus ne sont pas uniquement constitués par le salaire. Un revenu décent peut être fourni par l'intermédiaire des revenus de transfert (allocations ...) qui s'ajouteraient au salaire de marché.

5) Si, pour des raisons légales, il devient plus difficile de licencier :

- le chômage diminue forcément.
- **la durée moyenne de chômage augmente.**
- les entreprises peuvent mieux faire faces aux chocs.
- **les entreprises sont plus réticentes à embaucher en période de croissance.**

Explication : Les restrictions au licenciement réduisent d'une part les flux d'entrée au chômage, mais aussi les flux de sortie, car les entreprises hésitent à embaucher : l'effet net est ambigu. En présence de coûts de licenciement élevés, il est prouvé que la durée de chômage moyenne augmente. Finalement, les entreprises sont moins aptes à ajuster leurs effectifs aux besoins du moment.

6) Un pays en développement, ayant libéralisé les mouvements des biens et capitaux, décide de fixer la parité de sa monnaie avec le dollar. A court et moyen terme, cela engendre:

- **un effet favorable sur les échanges de biens, dû à la stabilité de la valeur de sa devise.**
- **un plus grand risque que sa monnaie subisse des attaques spéculatives.**
- **un moyen de lutter contre l'inflation.**
- un plus grand contrôle sur sa politique monétaire.

Explication : Lorsqu'un pays décide d'arrimer sa monnaie nationale à une monnaie "forte", c'est pour rassurer les investisseurs internationaux et favoriser la croissance de ses échanges avec l'étranger, en supprimant les variations de valeur de sa devise. Par exemple, une parité fixe avec le dollar permet d'importer la discipline monétaire américaine et de maintenir sous contrôle la croissance des prix internes. Cette politique d'arrimage de la monnaie présente néanmoins deux inconvénients majeurs pour le pays qui l'adopte :

a/ Une perte de contrôle sur sa politique monétaire, principalement dédiée au respect de la parité avec la monnaie étrangère.

b/ Un risque d'attaque spéculative sur sa monnaie, de la part de spéculateurs qui s'endettent en monnaie locale pour acheter des devises, en misant sur l'épuisement des réserves de change et la dévaluation inévitable.

7) Un pays décide d'augmenter le tarif douanier sur ses importations de textiles. A court et moyen terme, cela engendre un accroissement :

- **de la production nationale de textiles.**
- de la consommation nationale de textiles.
- **des profits des producteurs nationaux de textiles.**
- du bien-être des consommateurs nationaux de textiles.

Explication : L'augmentation du tarif douanier sur les importations de textiles pousse leur prix intérieur à la hausse. La consommation nationale diminue en raison de la hausse des prix, mais la production interne, elle, augmente. Si le bien-être des consommateurs diminue, le profit des producteurs nationaux augmente.

Annexe 3 – Les 6 questions d’opinion sur les réformes.

- 1) En France, le rôle de l'Etat en tant que fournisseur des biens et services devrait :
 - augmenter.
 - diminuer.
 - demeurer inchangé.

- 2) La législation française du licenciement économique devrait être rendue :
 - plus stricte.
 - plus souple.
 - inchangée.

- 3) La globalisation des échanges de marchandises a un impact sur l'économie française :
 - plutôt positif.
 - plutôt négatif.
 - négligeable.

- 4) Les réformes économiques en France devraient aller vers :
 - une plus grande flexibilité des marchés des biens et services.
 - une plus grande régulation des marchés des biens et services.
 - ne pas modifier l'équilibre actuel.

- 5) Les réformes économiques en France devraient aller vers :
 - une plus grande protection des entreprises.
 - une plus grande concurrence entre entreprises.
 - ne pas modifier l'équilibre actuel.

- 6) La politique monétaire de la BCE devrait :
 - donner plus d'attention à l'emploi et la croissance.
 - prêter plus attention aux risques inflationnistes.
 - maintenir l'équilibre actuel.

LISTE DES DOCUMENTS DE RECHERCHE DU CENTRE DE RECHERCHE DE L'ESSEC
(Pour se procurer ces documents, s'adresser au CENTRE DE RECHERCHE DE L'ESSEC)

LISTE OF ESSEC RESEARCH CENTER WORKING PAPERS
(Contact the ESSEC RESEARCH CENTER for information on how to obtain copies of these papers)

RESEARCH.CENTER@ESSEC.FR

2005

- 05001 VRANCEANU Radu**
The Ethical Dimension of Economic Choices
- 05002 BARONI Michel, BARTHELEMY Fabrice, MOKRANE Mahdi**
A PCA Factor Repeat Sales Index (1973-2001) to Forecast Apartment Prices in Paris (France)
- 05003 ALFANDARI Laurent**
Improved Approximation of the General Soft-Capacitated Facility Location Problem
- 05004 JENKINS Alan**
Performance Appraisal Research: A Critical Review of Work on "the Social Context and Politics of Appraisal"
- 05005 BESANCENOT Damien, VRANCEANU Radu**
Socially Efficient Managerial Dishonesty
- 05006 BOARI Mircea**
Biology & Political Science. Foundational Issues of Political Biology
- 05007 BIBARD Laurent**
Biologie et politique
- 05008 BESANCENOT Damien, VRANCEANU Radu**
Le financement public du secteur de la défense, une source d'inefficacité ?

2006

- 06001 CAZAVAN-JENY Anne, JEANJEAN Thomas**
Levels of Voluntary Disclosure in IPO prospectuses: An Empirical Analysis
- 06002 BARONI Michel, BARTHELEMY Fabrice, MOKRANE Mahdi**
Monte Carlo Simulations versus DCF in Real Estate Portfolio Valuation
- 06003 BESANCENOT Damien, VRANCEANU Radu**
Can Incentives for Research Harm Research? A Business Schools Tale
- 06004 FOURÇANS André, VRANCEANU Radu**
Is the ECB so Special? A Qualitative and Quantitative Analysis
- 06005 NAIDITCH Claire, VRANCEANU Radu**
Transferts des migrants et offre de travail dans un modèle de signalisation
- 06006 MOTTIS Nicolas**
Bologna: Far from a Model, Just a Process for a While...
- 06007 LAMBERT Brice**

Ambiance Factors, Emotions and Web User Behavior: A Model Integrating and Affective and Symbolical Approach

- 06008** **BATISTA Catia, POTIN Jacques**
Stages of Diversification and Capital Accumulation in an Heckscher-Ohlin World, 1975-1995
- 06009** **TARONDEAU Jean-Claude**
Strategy and Organization Improving Organizational Learning
- 06010** **TIXIER Daniel**
Teaching Management of Market Driven Business Units Using Internet Based Business Games
- 06011** **COEURDACIER Nicolas**
Do Trade Costs in Goods Market Lead to Home Bias in Equities?
- 06012** **AVIAT Antonin, COEURDACIER Nicolas**
The Geography of Trade in Goods and Asset Holdings
- 06013** **COEURDACIER Nicolas, GUIBAUD Stéphane**
International Portfolio Diversification Is Better Than You Think
- 06014** **COEURDACIER Nicolas, GUIBAUD Stéphane**
A Dynamic Equilibrium Model of Imperfectly Integrated Financial Markets
- 06015** **DUAN Jin-Chuan, FULOP Andras**
Estimating the Structural Credit Risk Model When Equity Prices Are Contaminated by Trading Noises
- 06016** **FULOP Andras**
Feedback Effects of Rating Downgrades
- 06017** **LESCOURRET Laurence, ROBERT Christian Y.**
Preferencing, Internalization and Inventory Position
- 06018** **BOURGUIGNON Annick, SAULPIC Olivier, ZARLOWSKI Philippe**
Management Accounting Change in the Public Sector: A French Case Study and a New Institutional Perspective
- 06019** **de BEAUFORT Viviane**
One Share – One Vote, le nouveau Saint Graal ?
- 06020** **COEURDACIER Nicolas, MARTIN Philippe**
The Geography of Asset Trade and the Euro: Insiders and Outsiders
- 06021** **BESANCENOT Damien, HUYNH Kim, VRANCEANU Radu**
The "Read or Write" Dilemma in Academic Production: A European Perspective

2007

- 07001** **NAIDITCH Claire, VRANCEANU Radu**
International Remittances and Residents' Labour Supply in a Signaling Model
- 07002** **VIENS G., LEVESQUE K., CHAHWAKILIAN P., EL HASNAOUI A., GAUDILLAT A., NICOL G., CROUZIER C.**
Évolution comparée de la consommation de médicaments dans 5 pays européens entre 2000 et 2004 : analyse de 7 classes pharmaco-thérapeutiques
- 07003** **de BEAUFORT Viviane**
La création d'entreprise au féminin dans le monde occidental
- 07004** **BOARI Mircea**
Rationalizing the Irrational. The Principle of Relative Maximization from Sociobiology to Economics and Its Implications for Ethics
- 07005** **BIBARD Laurent**
Sexualités et mondialisation
- 07006** **VRANCEANU Radu**
The Moral Layer of Contemporary Economics: A Virtue Ethics Perspective

- 07007 LORINO Philippe**
Stylistic Creativity in the Utilization of Management Tools
- 07008 BARONI Michel, BARTHELEMY Fabrice, MOKRANE Mahdi**
Optimal Holding Period for a Real Estate Portfolio
- 07009 de BEAUFORT Viviane**
One Share - One Vote, the New Holy Graal?
- 07010 DEMEESTERE René**
L'analyse des coûts : public ou privé ?
- 07011 TIXIER Maud**
Appreciation of the Sustainability of the Tourism Industry in Cyprus
- 07012 LORINO Philippe**
Competence-based Competence Management: a Pragmatic and Interpretive Approach. The Case of a Telecommunications Company
- 07013 LORINO Philippe**
Process Based Management and the Central Role of Dialogical Collective Activity in Organizational Learning. The Case of Work Safety in the Building Industry
- 07014 LORINO Philippe**
The Instrumental Genesis of Collective Activity. The Case of an ERP Implementation in a Large Electricity Producer
- 07015 LORINO Philippe, GEHRKE Ingmar**
Coupling Performance Measurement and Collective Activity: The Semiotic Function of Management Systems. A Case Study
- 07016 SALLEZ Alain**
Urbaphobie et désir d'urbain, au péril de la ville
- 07017 de CARLO Laurence**
The Classroom as a Potential Space - Teaching Negotiation through Paradox
- 07019 ESPOSITO VINZI Vincenzo**
Capturing and Treating Unobserved Heterogeneity by Response Based Segmentation in PLS Path Modeling. A Comparison of Alternative Methods by Computational Experiments
- 07020 CHEVILLON Guillaume, Christine RIFFLART**
Physical Market Determinants of the Price of Crude Oil and the Market Premium
- 07021 CHEVILLON Guillaume**
Inference in the Presence of Stochastic and Deterministic Trends
- 07023 COLSON Aurélien**
The Ambassador, between Light and Shade. The Emergence of Secrecy as the Norm of International Negotiation
- 07024 GOMEZ Marie-Léandre**
A Bourdieusian Perspective on Strategizing
- 07025 BESANCENOT Damien, VRANCEANU Radu**
Multiple Equilibria in a Firing Game with Impartial Justice
- 07026 BARONI Michel, BARTHELEMY Fabrice, MOKRANE Madhi**
Is It Possible to Construct Derivatives for the Paris Residential Market?

2008

- 08001 BATISTA Catia, POTIN Jacques**
International Specialization and the Return to Capital, 1976-2000
- 08002 BESANCENOT Damien, FARIA Joan Ricardo, VRANCEANU Radu**
Why Business Schools Do So Much Research: a Signaling Explanation

- 08003 de BEAUFORT Viviane**
D'un effet vertueux de l'art. 116 de la loi NRE en matière de RSE ? La problématique est posée à échelle de l'Union européenne
- 08004 MATHE Hervé**
Greater Space Means More Service: Leveraging the Innovative Power of Architecture and Design
- 08005 MATHE Hervé**
Leading in Service Innovation: Three perspectives on Service Value delivery in a European Context
- 08006 ROMANIUK Katarzyna, VRANCEANU Radu**
Asset Prices and Asymmetries in the Fed's Interest Rate Rule: A Financial Approach
- 08007 MOTTIS Nicolas, WALTON Peter**
Measuring Research Output across Borders - A Comment
- 08008 NAPPI-CHOULET Ingrid, MAURY Tristan-Pierre**
A Spatiotemporal Autoregressive Price Index for the Paris Office Property Market
- 08009 METIU Anca, OBODARU Otilia**
Women's Professional Identity Formation in the Free/Open Source Software Community
- 08010 SIBIEUDE Thierry, VIDAL Rodolphe**
Le programme « Une grande école : pourquoi pas moi ? ® ». D'une action de responsabilité sociétale de l'ESSEC à la responsabilité sociétale des grandes écoles françaises
- 08011 SIBIEUDE Thierry, VIDAL Rodolphe**
Enjeux et perspectives du sociétariat des groupes mutualistes complexes face aux stratégies de développement à l'échelle groupe : quelques enseignements du cas du groupeMACIF
- 08012 FOURÇANS André, VRANCEANU Radu**
Money in the Inflation Equation: the Euro Area Evidence
- 08013 CAZAVAN-JENY Anne, JEANJEAN Thomas**
Supply and Demand for European Accounting Research. Evidence from EAA Congresses
- 08014 FAYARD Anne-Laure, METIU Anca**
Beyond Orality and Literacy: Letters and Organizational Communication
- 08015 CAZAVAN-JENY Anne, MISSONIER-PIERA Franck, MARGAINE J.**
CEO Compensations in a Stakeholders' Regime: An Empirical Investigation with French Listed Companies
- 08016 METIU Anca, FAYARD Anne-Laure**
Letters and Scientific Communities
- 08017 BESANCENOT Damien, VRANCEANU Radu**
Migratory Policy in Developing Countries: How to Bring Best People Back?
- 08018 BESANCENOT Damien, VRANCEANU Radu**
Financial Distress and Bank's Communication Policy in Crisis Time
- 08019 AGID Philippe, TARONDEAU Jean-Claude**
Les performances des maisons d'Opéra : une explication statistique

2009

- 09001 POTIN Jacques**
The Selection Effect of Two-way Trade in the Melitz Model: An Alternative Approach
- 09002 NAIDITCH Claire, VRANCEANU Radu**
Migratory Equilibria with Invested Remittances
- 09003 BARONI Michel, BARTHELEMY Fabrice, MOKRANE Mahdi**
A Repeat Sales Index Robust to Small Datasets
- 09004 NAPPI-CHOULET Ingrid, MAURY Tristan-Pierre**
A Spatial and Temporal Autoregressive Local Estimation for the Paris Housing Market
- 09005 BENCHIMOL Jonathan, FOURÇANS André**
Money in a DSGE Framework with an Application to the Euro Zone

- 09006 VRANCEANU Radu**
Four Myths and a Financial Crisis
- 09007 BESANCENOT Damien, VRANCEANU Radu**
Banks' Risk Race: A Signaling Explanation
- 09008 BESANCENOT Damien, HUYNH Kim, VRANCEANU Radu**
Desk Rejection in an Academic Publication Market Model with Matching Frictions
- 09009 BOUTY Isabelle, GOMEZ Marie-Léandre**
Unpacking Knowing Integration: A Practice-based Study in Haute Cuisine
- 09010 GOMEZ Marie-Léandre, BOUTY Isabelle**
The Social Dimensions of Idea Work in Haute Cuisine: A Bourdieusian Perspective
- 09011 GOMEZ Marie-Léandre**
Knowledge Dynamics During Planning Practices
- 09012 GIRAUD Gaël, RENOUEAU Cécile**
Relational Capability: An Indicator of Collective Empowerment
- 09013 MOTTIS Nicolas, PONSSARD Jean-Pierre**
Création de valeur, 10 ans après...
- 09014 PRAT Nicolas, COMYN-WATTIAU Isabelle, AKOKA Jacky**
Combining Objects with Rules to Represent Aggregation Knowledge in Data Warehouse and OLAP Systems
- 09015 NAIDITCH Claire, VRANCEANU Radu**
Remittances as a Social Status Signaling Device
- 09016 GIRAUD Gaël, RENOUEAU Cécile**
Is the Veil of Ignorance Transparent?

Pour tous renseignements :

- **Centre de Recherche/Research Center**

Tél. 33 (0)1 34 43 30 91
research.center@essec.fr

- **Visitez notre site**

www.essec.fr

ESSEC BUSINESS SCHOOL PARIS
AVENUE BERNARD HIRSCH - BP 50105 CERGY
95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - FRANCE
TÉL. +33 (0)1 34 43 30 00 - FAX +33 (0)1 34 43 30 01
www.essec.fr

ESSEC EXECUTIVE EDUCATION
CNIT - BP 230
92053 PARIS LA DÉFENSE - FRANCE
TÉL. +33 (0)1 46 92 49 00 - FAX +33 (0)1 46 92 49 90
<http://formation.essec.fr>

ESSEC BUSINESS SCHOOL, SINGAPORE CAMPUS
100 VICTORIA STREET - NATIONAL LIBRARY BUILDING #13-02
SINGAPORE 188064
TÉL. +65 6884 9780 - FAX +65 6884 9781
www.essec.edu

